

Octobre 2026 · Revue de presse de septembre

Sommaire

Éditorial **2**

Grands dossiers européens **5**

Souveraineté 5
Wero, EuroPA 5
Euro numérique de détail 6
PONTES 7
Réponses à la consultation sur la révision de MiCA 8
Billets en euro et Cours légal des espèces 9

Actualité institutionnelle **10**

France 10
Europe 11
International 11

News du marché **13**

Organisations interbancaires 14
Cartes, monétique européenne et paiement mobile 14
Cybersécurité 15
Intelligence artificielle 15
Cryptopaiements, tokenisation 16
Sécurité et lutte contre la fraude 17
Facturation électronique 17

Vie des membres **18**

Nominations **19**

Éditorial



Les trois consensus nécessaires à la souveraineté européenne

Hervé SITRUK, Président-Fondateur FRANCE PAYMENTS FORUM

Les trois consensus nécessaires à la souveraineté monétaire et dans les paiements de l'Union Européenne sont (a) autour des solutions opérationnelles de paiement, qui ont beaucoup progressé avec l'accord d'interopérabilité entre Wero et l'alliance EuroPA, (b) autour de la place de la monnaie centrale de gros, et de l'indispensable appui sur les actifs tokenisés, qui a beaucoup progressé au cours de l'été, et (c) autour de l'euro numérique, dont l'émission a été adoptée juridiquement au plan européen, et qui est donc désormais incontournable, mais pour lequel il faut aboutir rapidement à un scénario consensuel au sein du trilogue.

Les paiements européens sont entrés dans une phase opérationnelle active, avec trois grands chantiers : (1) le déploiement de Wero dans plusieurs pays européens, et le développement de son acceptation dans le commerce, et notamment dans le commerce online ; (2) le lancement du projet PONTES de règlement en monnaie centrale des transactions tokenisées et de tokenisation de la monnaie de gros, parallèlement à la remise en chantier du règlement MiCA pour le développement d'un grand marché des cryptoactifs en Europe, notamment de stablecoins en euros, et (3) la préparation du projet pilote pour l'euro numérique, parallèlement à la poursuite des discussions au sein du trilogue pour l'adoption du règlement. Sur ce dernier chantier, l'objectif reste ambitieux et vise à la conclusion des discussions sous présidence irlandaise, donc avant la fin de l'année civile en cours. Ceci montre que l'Europe veut rapidement disposer d'une réponse opérationnelle à la question de sa souveraineté monétaire et, parallèlement, souhaite disposer de solutions européennes à opposer aux solutions internationales, et garantissant sa résilience et sa maîtrise de son marché à moyen et long terme.

Mais l'atteinte d'un tel objectif repose toujours sur le consensus. Celui-ci a beaucoup progressé, mais il reste du chemin à parcourir. En pratique, , il y a trois consensus à trouver : (1) consensus autour des solutions européennes des paiements, Wero et EuroPA, acquis surtout avec l'interconnexion des solutions européennes, qui a bien progressé, et sur l'inclusion de l'euro numérique et d'une future carte bancaire européenne, la grande oubliée, au sein d'un wallet européen, option sur laquelle il faudra un jour ou l'autre revenir ; (2) consensus autour de la primauté de la monnaie centrale de gros, désormais acquise, mais aussi sur la nécessaire tokenisation, via les DLT, de la monnaie centrale de gros, qui a bien progressé, et de sa combinaison incontournable avec des actifs monétaires numériques privés, comme les stablecoins et les dépôts tokenisés, qui apparait désormais majeur pour la souveraineté monétaire ; (3) consensus sur l'euro numérique, qui a bien progressé également avec les deux votes du Conseil et du Parlement européen, et qui est devenu lui aussi incontournable, mais pour lequel il reste un chemin à parcourir pour aboutir au consensus au sein du trilogue. Et c'est là, qu'il y a encore le plus de chemin à faire.

Pour EPI et sa solution Wero, la rentrée est synonyme d'une accélération, surtout après le vote de juillet dernier au Parlement européen sur l'euro numérique. Et c'est une accélération sur plusieurs plans : d'abord, il s'agit de finaliser l'intégration des solutions fondatrices, d'imposer sa marque et de déployer Wero le plus largement possible en Europe pour garantir son futur, puis d'étendre ses fonctionnalités au-delà des paiements P2P, au paiement en ligne dans le e-commerce, puis dans le paiement au point de vente, et enfin d'assurer l'interopérabilité avec chacune des solutions

européennes incluses dans l'Alliance EuroPA, via un hub commun. L'objectif est triple : (a) apparaître comme la solution de paiement mobile et online de référence en Europe, (b) affronter au plus vite les solutions de paiement par carte des schemes internationaux, mais aussi les « Xpay » des grands acteurs internationaux et (c), n'en doutons pas, comme toutes les autres solutions présentes en Europe, prendre de vitesse le déploiement de l'euro numérique, qui pourrait apparaitre à certains comme une solution concurrente. Avant pour EPI d'avoir à engager les travaux d'Hercule, pour y inclure l'euro numérique, voire pour préparer la coexistence sur un même wallet de la solution de paiement instantané, du paiement par carte et de l'euro numérique. Les concurrents présents en Europe ne sont pas en reste, et étendent leur réseau et leurs solutions en Europe, comme dans le reste du monde, notamment autour de l'IA et des cryptopaiements. Le consensus sur la place majeure que doit occuper Wero en Europe est acquis, mais pour assurer son succès, il conviendrait de lui en donner davantage les moyens, notamment un rôle majeur dans le cadre de la défense de la souveraineté européenne, par exemple autour du déploiement de l'euro numérique, et de lui offrir des perspectives au-delà des frontières européennes, par des règles de cobadgeage avec des solutions de paiement internationales.

Pour la monnaie centrale de gros, la grande victoire des dernières années a été la reconnaissance en Europe de sa primauté pour le dénouement de toutes les transactions numériques de gros, y compris dans le domaine des cryptopaiements, qui lui contestaient sa place au titre du rejet des « *fiat moneys* ». Mais, trois autres évolutions majeures ont été actées dernièrement : d'abord, la reconnaissance de sa primauté pour asseoir la souveraineté européenne, bien plus que l'euro numérique, rejoignant en cela le scénario de Madrid de 1995 sur le passage à l'euro, qui donnait à la monnaie de gros la mission d'assurer, dès le début de la transition, au 1er janvier 1999, la masse critique nécessaire à la reconnaissance internationale de l'euro ; puis, au cours de l'été, la reconnaissance, y compris par la Bundesbank et par la BCE, de l'indispensable complémentarité entre monnaie centrale de gros tokenisée et cryptoactifs face à l'armada attendue des stablecoins en dollars; et enfin, son rôle d'éclaireur dans la tokenisation avec le lancement le 21 septembre 2026 du projet PONTES, et la décision passée un peu inaperçue d'un passage accéléré, en plusieurs phases, à une solution s'appuyant sur les DLT, historiquement appelé APPIA, avec l'adoption du principe « *Single Settlement model with settlement in tokenised form* » et l'abandon concomitant de la trigger solution, à l'entrée en production de Pontes Enhanced fin 2028, comme l'a rappelé Ivan ODDONAT lors de la Plénière de septembre de notre association[1]. Le consensus est très largement installé sur la monnaie centrale de gros, et constitue un actif fort de l'Union européenne.

Pour l'euro numérique, il faut désormais l'admettre : il se fera, et il apportera une solution complémentaire aux solutions européennes de paiement souveraines. C'est une grande étape qui a été atteinte suite au dernier vote du Parlement européen de juillet dernier, et les acteurs privés du paiement, tous les PSP et tous les prestataires de services et fournisseurs de solutions de paiement en Europe, en ont pris acte. Et ce vote a été acquis pour répondre à l'exigence de la souveraineté européenne, qui en a été l'objectif déclencheur. La dernière étape va être de concilier les attentes du Parlement européen et du Conseil, et surtout entre les Etats européens.

Après le principe, quel scénario ?

Le Parlement européen s'est donné plusieurs lignes rouges : il demande que l'euro numérique soit une nouvelle forme de monnaie électronique fonctionnant à la fois en ligne et hors ligne ; il demande également des garanties en matière de protection de la vie privée, l'acceptation obligatoire par les

[1] Cf. https://www.ecb.europa.eu/paym/target/target-professional-use-documents-links/pontes/shared/pdf/ecb.pontes260417_urd1.en.pdf?d9d75baf5783de3520275f2de00a53ce (ECB 17 Avril 2026)

commerces et entreprises à de rares exceptions près, la gratuité de nombreux services de base comme l'ouverture d'un compte, la détention et la gestion de fonds ainsi que l'accès à au moins un moyen de paiement, la fixation d'un seuil maximal de détention d'euros numériques par les particuliers, à laquelle il exige de participer ; enfin, il demande l'ouverture de la distribution de l'euro numérique aux banques et PSP de pays européens hors zone euro…

Face à ces exigences, plusieurs pays européens défendent des particularités et certains exigent de disposer au plus vite de la solution complète, online et offline, et d'autres souhaitent moduler les autres exigences du Parlement et son déploiement en fonction de contraintes locales. Et la France a elle-même certaines exigences, voire lignes rouges, comme les a exposées Anselme MIALON lors de la Plénière de septembre de notre association[2]. Et c'est cette équation que le Trilogue tente de régler en envisageant plusieurs scénarios, dont celui d'une migration globale par étape. Ici le consensus à trouver est triple : consensus entre les colégislateurs et la banque centrale européenne ; consensus entre colégislateurs, Parlement et Conseil, avec la Commission européenne ; mais aussi consensus entre pays. Et c'est une problématique qui s'est déjà présentée dans le passé, pour l'adoption du scénario de passage à l'euro. Et elle a été résolue à l'époque, en quelques mois, en prenant en compte un constat fait en 1994 avec la première étude sur les systèmes de paiement interbancaires en Europe, que j'ai eu l'honneur de réaliser avec le concours des 8 banques centrales européennes : l'Europe des paiements n'est pas une réalité, mais un patchwork de systèmes de paiement. Certes, depuis, il y a eu le SEPA, on peut payer en quelques secondes dans toute l'Europe avec les mêmes instruments, SCT et SDD dans le cadre du SEPA, et les diverses versions de la Directive sur les Services de Paiements, et l'initiative Wero, mais 90% des paiements européens restent domestiques, et l'Europe reste bien « un patchwork » de systèmes de paiement, avec une forte diversité par pays, avec une domination des schemes cartes internationaux et des solutions XPays des grands acteurs technologiques internationaux, comme l'a rappelé la BCE. Et les objectifs des Etats diffèrent profondément sur de nombreux sujets, notamment sur l'urgence du déploiement de l'euro numérique, la nécessité ou non d'avoir d'emblée l'euro numérique offline et online, les seuils de détention, les coûts pour les acteurs…

La solution n'est donc pas dans un phasage standard pour tous les pays, autour des solutions de la BCE, qui pourrait rencontrer de nombreuses difficultés opérationnelles, mais un phasage par Etat, comme cela a été défini dans le scénario de Madrid, que j'ai eu l'honneur de proposer, et qui a été adopté ensuite très rapidement. Ni dans l'adoption de règles uniformes pour tous dès l'origine mais une convergence de tous vers une cible commune.

Ainsi, dans le scénario de Madrid, il a été défini un point de départ commun, en 1999, autour de la monnaie de gros, et un rendez-vous incontournable pour tous, trois ans après, pour les paiements de détail, scripturaux et fiduciaires, et entre ces échéances, la liberté laissée aux Etats de s'organiser via des schémas directeurs par pays. Et c'est ce scénario qui a fait le succès du passage à l'euro et a permis d'aboutir à un consensus très large. Et c'est ce scénario qu'il faudrait réexaminer aujourd'hui.

Mais, déjà, en transposant cette approche à l'euro numérique, on pourrait par exemple fixer un point de départ après le lancement du pilote euro numérique, un rendez-vous final en 2032 (avec l'euro numérique offline) et entre les deux laisser les Etats-membres décider du rythme d'introduction de l'euro numérique en fonction de leurs contraintes nationales.

Nous aurons bientôt l'occasion de le détailler prochainement. Ces propositions trouveront leur place également dans le cadre du PAY TECH DAY qu'organise FPF le 13 octobre prochain, autour des solutions de paiement en Europe, à l'heure de la Souveraineté.

[2] Cf. Newsletter octobre 2026 §2. Les Grands dossiers européens - Trilogue européen sur l'euro numérique

Grands dossiers européens



L'actualité sur les grands dossiers européens ramène toujours à la question de la **souveraineté**, concept flou et mal défini, surtout face aux fortes dépendances technologiques de l'Europe, que l'IA devrait accroître. C'est pourtant un objectif fort et incontournable, que le Parlement vient de rappeler en soutenant la création de l'euro numérique. En ce début octobre, **le futur européen se joue autour de quatre sujets** :

- **Le trilogue** sur le cours légal harmonisé de l'euro et sur l'euro numérique, qui montre les écarts persistants entre le Parlement européen, les États-membres et la BCE.
- **Le lancement de PONTES**, pierre angulaire de la tokenisation des paiements en Europe.
- **Les réponses à la consultation de la Commission** sur la mise à jour de MiCA : le consensus sur l'importance d'une nouvelle version fait désormais autorité.
- **Le déploiement accéléré de Wero**, notamment dans le commerce en ligne.

Notons en parallèle (cf. News du marché) l'offensive des schemes internationaux en Europe, qui tentent de reprendre la main, par des moyens publics ou non, face à Wero et aux votes du Parlement européen sur l'euro numérique.

***



REVUE DE PRESSE

Souveraineté

- Post LinkedIn d'Olivier Sichel, Directeur général du Groupe Caisse des Dépôts. *Dans l'interview publiée le 2 septembre par Décideurs Magazine, j'ai partagé ma vision sur un sujet qui me tient à cœur : comment garantir notre indépendance technologique dans un monde où l'IA redéfinit les règles du jeu ».* Le marché de l'IA est morcelé (2 septembre) Article d'Olivier Sichel, mentionné dans le post LinkedIn ci-dessus.

Wero, EuroPA

- « Un moment charnière » : Wero, le paiement instantané européen, débarque sur les sites de Decathlon, Ikea et Leclerc - Le Parisien (8 septembre)
  Wero passe un cap. Après s'être installé dans les usages du quotidien pour rembourser un proche ou partager une addition, le service européen de paiement instantané entre arrive désormais dans l'e-commerce. Ses promoteurs détaillent le déploiement de la solution sur plusieurs sites marchands, avec une montée en puissance attendue d'ici à la fin de l'année.
- Post LinkedIn de Chloe Rossignol (9 septembre) *"Wero passe à la caisse. Deux ans après son lancement, la solution européenne veut prolonger le « je te fais un Wero » par un nouveau réflexe : « je paie avec Wero ».*
- Wero part à la conquête de l'e-commerce en France (Revue Banque, 10 septembre) *Déjà active en Allemagne et en Belgique chez Decathlon, Lidl, dm ou Veepee, Wero étend son offre en France avec l'appui de BNP Paribas, première banque française à permettre à ses clients de payer en ligne avec la solution sur des plateformes d'e-commerce qui la propose.*
- EPI Company | Wero's Next, Now: E-commerce accelerates as In-store takes its first steps (17 septembre) *At NRF Europe 2026, EPI announces that Wero has expanded to in-store payments in Belgium, marking a new step in its expansion across European retail.*

- EPI Company | bunq first to complete Wero rollout across four markets (22 septembre) *Wero is live for bunq users in the Netherlands, Germany, France, and Belgium, enabling users to pay and get paid across borders straight from the bunq app . The neobank is the first to complete rollout of eCommerce and person-to-person payments across all four markets*
- Post LinkedIn de Wero (24 septembre) "*A new chapter for European payments is continuing to take shape. As one of the first French banks to deploy Wero for merchants, BRED Banque Populaire is making the solution available to businesses across mainland France and its overseas territories*".
- Wero engage sa seconde croisade en Europe, soutenu par BNP Paribas - L'Agefi (25 septembre) *Après le paiement entre particuliers, l'European Payments Initiative (EPI) s'attaque au marché des commerçants, en commençant par la vente en ligne, avec Wero for Merchants. Cette brique est déployée progressivement en Europe grâce à l'adhésion de grands groupes comme Decathlon ou Air France KLM.*

Euro numérique de détail

Trilogue sur l'euro numérique



Lors de la réunion plénière FRANCE PAYMENTS FORUM du 24 septembre, Anselme MIALON (DG Trésor) a fait le point sur les travaux du « trilogue » sur l'euro numérique.

- **Compte-rendu de l'intervention d'Anselme MIALON**

> **Notre commentaire.** Ces discussions européennes rappellent celles qui ont présidé à l'adoption du scénario de passage à l'euro au printemps et à l'automne 1995. L'approche qui avait été retenue à l'époque consistait à fixer un point de départ et un rendez-vous en final, et entre les deux, de laisser les États-Membres décider du rythme de l'introduction de l'euro en fonction des contraintes nationales. En transposant cette approche à l'euro numérique, on pourrait par exemple fixer un point de départ après le lancement du pilote euro numérique, un rendez-vous final en 2032 (avec l'euro numérique offline) et entre les deux laisser les Etats-membres décider du rythme d'introduction de l'euro numérique en fonction de leurs contraintes nationales

Publications BCE

- Call for online and mobile merchants to participate in digital euro pilot now open (communiqué BCE du 15 septembre) *The Eurosystem has launched a call for expression of interest inviting e-commerce and mobile commerce (m-commerce) merchants operating in the euro area to take part in the digital euro pilot.*
- Call for expressions of interest in a new wave of digital euro innovation platform activities (communiqué BCE du 28 septembre) *As part of the preparations for the potential introduction of a digital euro, the Eurosystem is launching a call for expressions of interest inviting private companies and organisations to collaborate in exploring how the digital euro can foster innovation in the market. The activities will be organised around two main workstreams: experimentation; exploration*

Autres publications

- Whose interest does the digital euro's holding limit really serve? - OMFIF (15 septembre)

> **Notre commentaire.** Ce seuil de détention (« holding limit ») pose de très gros problèmes aux banques de dépôt, notamment celles ayant une clientèle populaire, et aux pays fortement bancarisés, comme la France, pour lesquels l'euro numérique n'apporte pas de contribution à l'inclusion bancaire. Une fixation de ce seuil de détention par pays serait plus judicieuse

- The offline digital euro: when the secure element fails, what remains? - OMFIF (18 septembre)

> **Notre commentaire.** *(Stéphane Mouy)* cet article sur les secure elements (la puce des smartphones dédiée à la protection des clés privées cryptographiques) aborde la question du niveau de protection requis pour l'euro numérique offline. Il présente les choix politiques à faire et montre que la mise en place de l'euro numérique offline sera complexe. C'est le seul nouvel usage de l'euro numérique. Il faut donc prendre le temps de le réaliser de façon sécurisée.

- The Road Towards The Digital Euro (Finextra, 21 septembre)_*This Finextra impact study, produced in association with Diebold Nixdorf, explores the road towards the digital euro. (document) (24 pages)*

> **Notre commentaire.** Cette « étude d'impact » est une anticipation britannique sur l'euro numérique, alors qu'on attend encore les conclusions du trilogue..

PONTES

Publications BCE

- L'Eurosystème introduit la monnaie de banque centrale dans la finance tokenisée (communiqué BCE du 21 septembre) *Pontes permet le règlement en monnaie de banque centrale des transactions de gros sur actifs tokenisés. Ce lancement constitue une première étape dans la mise en œuvre de la stratégie de l'Eurosystème pour la finance tokenisée. Les banques et les infrastructures de marché s'associeront à l'initiative de manière progressive.*

> **Notre commentaire.** Il s'agit d'une première étape clé qu'il faut saluer, et qui permet d'aborder ce sujet de la tokenisation par les gros montants, comme nous l'avions suggéré il y a 5 ans. Il reste que le marché attend une solution full DLT et le développement de Stablecoins en euros, pour résister à la tentative d'emprise américaine avec des stablecoins en dollars.

- La BCE va investir une partie de ses fonds propres en titres tokenisés, avec un règlement via Pontes (communiqué BCE du 21 septembre) *La BCE a lancé des travaux préparatoires pour acquérir une expérience pratique en matière d'investissements tokenisés et de technologie des registres distribués (DLT). Les transactions seront réalisées en monnaie de banque centrale dans Pontes. Les premiers investissements porteront sur des titres libellés en euros émis par le secteur public de la zone euro et par des entités supranationales européennes*
- Post LinkedIn BCE (22 septembre) *« Representatives from European institutions and central banks, as well as leaders from financial market infrastructures, banks and other market participants, gathered at the ECB to celebrate the launch of Pontes and to exchange views on how to build a European ecosystem for tokenised finance together ».*

- Post LinkedIn d'Imène Rahmouni-Rousseau (BCE) (Directrice générale des opérations de marché à la Banque Centrale Européenne, 22 septembre)« *Wholesale central bank money is now on-chain with Pontes live! The ECB will also invest part of its own funds in tokenised securities w/ settlement in Pontes*»
- Post LinkedIn de Fernando Navarrete (Rapporteur Parlement européen, 22 septembre) « *Pontes : le pont manquant pour la tokenisation financière qui fonctionne du début à la fin en Europe (…) Pontes est la première étape opérationnelle d'une stratégie qui sera encore développée dans les prochaines années. Aujourd'hui, une partie de cet avenir financier tokenisé a déjà commencé à fonctionner en Europe. Une première étape vers des marchés de capitaux véritablement intégrés et efficaces* ».

Autres publications

- Post LinkedIn de BNP Paribas Cash management & Trade solutions (24 septembre) *Tokenised assets need seamless settlement **Pontes** makes it happen by bridging blockchain innovation with the security of central bank money.*
- Pontes, ce nouveau système qui permet de brancher l'euro sur la blockchain - Les Echos (21 septembre) *La BCE lance Pontes pour offrir une monnaie de règlement ultra-sûre aux transactions tokenisées sur les titres financiers. Elle va aussi placer une petite partie de ses fonds propres dans des titres numériques pour tester elle-même ces nouveaux circuits.*

Réponses à la consultation sur la révision de MiCA

- **Réponse de la BCE**

ESCB response to the European Commission's targeted consultation on the Markets in Crypto-Assets Regulation (MiCAR) (Réponse de la BCE, 57 pages)

Post LinkedIn de Raphaël Bloch (CEO, The Big Whale, 22 septembre)

"*The ECB is changing its tune on stablecoins. It is potentially one of the most important pieces of news of the year for the sector in Europe. In its answer to the consultation on the MiCA review, the Eurosystem recommends scrapping the rule that forces issuers to hold 30% of their reserves as bank deposits, and 60% for the largest ones (…) This opening comes just as the ECB moves forward with Pontes, its system for settling tokenised transactions between institutions in central bank money. "The ECB did not want stablecoins to develop in the EU before it started moving on its own system," a senior banker told "Now that they are moving, they are ready to open up the field a bit more."*

- **Réponse de l'Autorité Bancaire européenne (EBA)**

The EBA identifies priorities for the review of MiCA | European Banking Authority (communiqué EBA du 24 septembre) .*The EBA calls for the regulatory framework to be strengthened, especially in the area of risks arising from multi-issuer stablecoin schemes. The EBA identifies a need for clarifications to the scope of MiCA to foster consistency in the classification of crypto-assets and support innovation. The EBA recommends regulating crypto-asset lending, including activities linked to decentralised finance (DeFi).*

EBA Response to EC CP MiCA review (41 pages)

- **Réponse de l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA)**

ESMA calls for changes to make MiCA clearer, safer and ready for emerging services (communiqué ESMA du 30 septembre) *The European Securities and Markets Authority (ESMA), the EU's financial markets regulator and supervisor, has responded to the European Commission's public consultation on the review of Markets in Crypto-Assets Regulation (MiCA). ESMA's recommendations aim to simplify the framework while improving investor protection and addressing innovative business models, such as decentralised finance (DeFi), staking, lending and borrowing.*ESMA response to the EC consultation on the review of MiCA (16 pages, document)

- **Réponse de France Payments Forum :** une contribution centrée sur les paiements
- **Réponse des autorités françaises (AMF/ACPR/DGT) :** *Non encore publiée*

Billets en euro et Cours légal des espèces

- The future of euro cash: trusted today, designed for tomorrow (speech de Piero Cipollone, 14 septembre) *Cash matters, which is why we are protecting it. But cash must also keep up with technology, which is why we are investing in the security, sustainability and resilience of our future euro banknotes.*
- Almost ten million people took part in ECB survey on new euro banknotes (communiqué BCE du 23 septembre) « Le droit de payer en cash va-t-il s'éteindre discrètement ? » : « L'Europe ne dispose que de quelques mois pour protéger sa monnaie » - Les Echos (21 septembre)

- *L'Europe a quelques mois pour trancher : garder le droit de payer en espèces, ou le laisser s'éteindre face aux panneaux « card only ». Un enjeu de souveraineté que Bruxelles pourrait traiter comme un simple détail technique, s'inquiètent Marc Schwartz, PDG de la Monnaie de Paris, et Frane Maroevic, directeur général de l'International Currency Association.*

> **Notre commentaire.** *Les auteurs craignent* que lors des discussions en trilogue sur le texte sur le cours légal de l'euro, les textes fassent l'objet de compromis, les exemptions s'élargissent et les sanctions s'affaiblissent sous la pression des Etats-membres, et que l'objectif initial d'avoir une définition commune et unique du cours légal soit perdu dans les négociations, et qu'elles ne permettent plus d'atteindre l'objectif sous-jacent d'un droit universel au paiement en cash en Europe.

Actualité institutionnelle



L'actualité institutionnelle concerne essentiellement deux grands sujets : **la tokenisation et le développement des CBDC** au plan mondial. Sur ce sujet nous renvoyons à l'éditorial de la newsletter de septembre dernier, dans la partie sur les stablecoins et les CBDC.

La **règlementation de l'IA reste un sujet sensible**, et les Etats ne savent comment le traiter, en tous cas seuls. D'où le peu d'articles sur le volet institutionnel. En Europe l'IA Act, adopté en 2024, comportait certaines dispositions de transparence, qui sont entrés en application début août 2026. Mais les dernières évolutions de cette technologie et de ce marche pourraient imposer une révision, mais dépendent des positions internationales. Aux Etats-Unis, ce sujet fait aussi débat.

Pour la France, un sujet reste épineux, c'est celui de la **transposition de plusieurs directives (NIS2, REC et DORA)** qui devait faire l'objet d'un projet de loi en septembre.

***



REVUE DE PRESSE

France

- **Réflexion de place sur la tokenisation** : Le 12 mars dernier, l'Autorité des Marchés Financiers, la Banque de France et la Direction générale du Trésor ont annoncé le lancement d'un groupe stratégique de place dédié à l'innovation et à la tokenisation de la finance. L'objectif de ce groupe est d'identifier très concrètement les obstacles réglementaires, juridiques, techniques et opérationnels qui freinent encore l'adoption massive des **technologies de registres distribués (DLT)** et de la **tokenisation** des instruments financiers. Divers acteurs privés ont été associés à la réflexion. Un rapport comportant analyses techniques et recommandations concrètes sur ces différents sujets devait être publié « à l'été 2026 ». Il devrait être publié sous peu et nous y reviendrons dès publication.
- **Règlementation NIS2** : NIS2 : la France devant la Cour de justice (Cyberdian Group, 15 septembre)

> **Notre commentaire.** Comme le rappelle cet article, la Commission européenne a assigné en juillet dernier la France devant la CJUE, et la France devait examiner en septembre le projet de loi de transposition de trois Directives : NIS2 pour la cybersécurité, REC pour la résilience des entités critiques, DORA pour le secteur financier. Le blocage français concerne l'encadrement du chiffrement et l'accès des services de renseignement aux communications.

- **Rapport de l'ANSSI** : Post LinkedIn de Vincent Strubel (Directeur général, ANSSI) (29 septembre) « *L'ANSSI publie aujourd'hui son rapport d'analyse du vol de données qui a frappé la DGFiP cet été. À la demande du Premier Ministre, nous avons reconstitué toute la chronologie de cette attaque, peu avancée sur le plan technique mais particulièrement persistante, qui a mobilisé des dizaines de comptes compromis sur une période de trois mois*».

Europe

- Echos du forum financier Eurofi (Dublin, 16 – 18 septembre)
- Post LinkedIn d'Ivan Odonnat *« Lors du forum financier Eurofi des 16-18 septembre 2026 à Dublin, j'ai eu le plaisir de participer à une table ronde consacrée au passage à l'échelle de la finance tokenisée en Europe. La tokenisation en une phrase, c'est l'émission des actifs financiers sous forme de jetons numériques pouvant être stockés, vendus ou utilisés comme collatéral, à l'aide de la technologie du registre distribué. Les idées que j'y ai exposées sont reprises dans un article publié dans l'édition de septembre 2026 du magazine Views d'Eurofi »*
- Post LinkedIn d'Emmanuelle Assouan *« J'ai eu le plaisir d'intervenir au Forum Financier Eurofi lors de 2 conférences sur des sujets clés pour l'avenir du secteur financier français et européen : la simplification et les défis futurs des modèles bancaires et de la supervision. J'ai ainsi partagé ma vision de l'Union bancaire, qui reste inachevée malgré les avancées réglementaires et prudentielles des 15 dernières années »*.
- Articles d'Emmanuelle Assouan dans Eurofi magazine (document, 2 pages) Eurofi magazine, septembre 2026 (338 pages) NB : les articles d'Emmanuelle Assouan se trouvent en pages 165 et 173 du magazine, ceux d'Ivan Odonnat se trouvent en pages 265 et 299. Voir également en page 216 un article de Christophe Bories, en page 294 un article de Pierre Allégret, en page 263 un article de Thomas Vlassopoulos et en page 284 un article d'Evelien Witlox.

International

Stablecoins - Etats-Unis

- Cryptomonnaies : un texte de régulation échoue au Sénat américain, faute d'accord entre républicains et démocrates (Le Figaro, 15 septembre). *Le CLARITY Act, censé doter les États-Unis d'un cadre réglementaire plus clair conformément aux souhaits du gouvernement de Donald Trump, très favorable à cette industrie, n'a pas obtenu les 60 voix nécessaires, les républicains et démocrates du Sénat n'étant pas parvenus à surmonter leurs divergences sur les questions d'éthique, de services bancaires et d'encadrement.*
- « L'histoire et les électeurs pro-crypto n'oublieront pas » : aux Etats-Unis, l'offensive législative de l'industrie des cryptos échoue au Sénat - Les Echos (16 septembre) . *Les promoteurs des cryptomonnaies ont bataillé des mois pour parvenir à un compromis bipartisan pour structurer le marché. Mais les intérêts de la famille Trump dans le secteur ont pesé sur les débats.*
- Clap de fin pour la réforme sur les cryptos aux États-Unis (Revue Banque, 17 septembre)
  Le rejet du Clarity Act par le Sénat américain sonne la fin d'un long feuilleton législatif visant à donner un cadre réglementaire au secteur des cryptomonnaies, qui pèse 2 300 milliards de dollars.
- Crypto will get regulation instead of law (BitDigest, 17 septembre) .*The Senate rejected cloture on the CLARITY Act (...) Now, the regulators will step in, and they will act much faster than Congress ever did (...) Unfortunately, the agencies cannot manufacture authority they were never given. The CFTC has no statutory power to register and supervise spot crypto exchanges the way it does futures markets, which is the entire reason the CLARITY Act was drafted. The SEC can issue exemptions and no-action relief, but relief is revocable, and a subsequent commission can revoke it. So, the industry will get its rules, and it will get them soon, but every one of them comes with the risk of an expiration date tied back to the next election. This is the risk we have to underwrite now: not whether the rules exist, but whether they last.*

- Federal Reserve Board requests public comment on two proposals related to establishing a regulatory framework for Board-supervised payment stablecoin issuers under the GENIUS Act (communiqué de la FED du 24 septembre)

  The Federal Reserve Board requested public comment on two proposals related to establishing a regulatory framework for Board-supervised payment stablecoin issuers under the GENIUS Act. The first proposal would require that Board-supervised payment stablecoin issuers fully back their stablecoins with certain permissible reserve assets (…) The second proposal would establish a tailored application process for Board-supervised banks applying to issue payment stablecoins.

- Fed issues two proposals for stablecoin issuers; one on backing with reserve assets, the other for 'tailored application' process – Regulatory Report (24 septembre)

Stablecoins - Royaume-Uni

- Money and power: lessons from history for stablecoins and US dollar dominance – speech by Carolyn Wilkins | Bank of England (15 septembre). *Can private digital money work safely at scale? Yes. History shows that it can, but only when the institutions around it make redemption credible, support exchange at par and provide a way to deal with stress. What happens if dollar stablecoins really do scale? They could extend dollar settlement, deepen digital dollarisation and add to demand for US safe assets. But greater scale would also create stronger links between stablecoins and the markets in which their reserves are held. This could create financial stability risks that extend past US borders.*

CBDC - Japon

- CBDC experiments : progress report on the pilot program (Banque du Japon, 43 pages)
  The decision on whether to issue a CBDC in Japan should be made through public discussions. The Bank will remain committed to exploring measures that contribute to the development of a stable and efficient payment system suited to a digital society, thereby supporting said discussions.

Paiements transfrontières

- Comment la Chine, l'Inde et la Russie contrent la domination du dollar (Le Figaro, 11 septembre) *L'arrivée au pouvoir de Trump avec ses rafales de droits de douane et les sanctions contre la Russie rendent encore plus urgente la remise en cause de l'hégémonie des États-Unis dans le système monétaire international.*
- Cross border payments in 2040 five hypotheses for a multi rail future – Deutsche Bank (21 septembre) *By 2040, cross-border payments could look markedly different. This white paper examines five forces shaping a more fragmented, multi-rail landscape, and the consequences for correspondent banking*
- Deutsche Bank Cross-border payments in 2040 (rapport, 40 pages)
- ECB to assess feasibility of interlinking with Brazil's instant payment system Pix (communiqué BCE du 24 septembre) - *In close collaboration with the Central Bank of Brazil, the ECB will explore the potential for interlinking TIPS and Pix by assessing technical, operational, legal and business considerations. In view of the significant economic flows between the euro area and*

Brazil, an interlinking of the two payment systems could facilitate faster and lower-cost instant payments between the two regions.

> **Notre commentaire.** *Ce communiqué BCE vient confirmer une indication donnée le 3 septembre par Reuters (qui citait alors une « source anonyme ») (cf. notre newsletter de septembre).*

- FedNow to enable cross-border payments (Finextra, 25 septembre)
  The US Federal Reserve is pushing ahead with plans to enable participants in its FedNow real-time payments system to make cross-border transfers.
- Privacy in wholesale cross-border payments: Assessing Project Agorá - SUERF (10 septembre) - *Agorá has an operationally pragmatic privacy design. It provides strong confidentiality against non-involved participants, selective disclosure, regulatory access and multi-jurisdictional configurability at comparatively low computational cost. These benefits are obtained by relying on issuer verification and by holding private state off-ledger.*

Intelligence artificielle

- Inaugurating The Era Of Super Intelligence – The White House (Executive Order signé par Donal Trump, 29 septembre) - *The extraordinary technologies being pioneered by American innovators far exceed what was envisioned when the term "Artificial Intelligence" first came into use. The capabilities of today's frontier systems do much more than imitate or automate discrete aspects of human intelligence (…) As these capabilities continue to improve, they increasingly represent not merely artificial intelligence, but a new era of Super Intelligence. The terminology used by the Federal Government should reflect the transformative capabilities of these technologies and the limitless opportunities they create for the American people.*

News du marché



Du côté des solutions, il faut noter, outre les mises à jour de standards de chaque rentrée, comme ceux de l'EPC, et les rapports annuels sur les paiements, comme celui de Cap Gemini, deux évolutions notables : **l'offensive des schemes internationaux**, qui souhaitent rester au centre du jeu des paiement sen Europe comme dans le reste du monde, avec notamment leurs développement dans l'Agentique, pour proposer des standards mondiaux, mais aussi dans les cryptopaiements et la sécurité et **le développement de la fraude** au niveau mondial, et les exigences de cybersécurité que cela induit**.** Bien sûr, les développements dans l'IA et dans les cryptopaiements restent majeurs, avec des questions sur la convergence entre ces deux technologies. Et en France, il faut noter un sujet d'actualité avec la généralisation de la **Facturation électronique**.

***



REVUE DE PRESSE

- Cap Gemini World Payment Report 2027 ***"Now, money really never sleeps"*** (68 pages)
  As businesses become more global, digital, and connected, the challenge is no longer how quickly money moves, it is how payments support real-time visibility, liquidity control,

compliance, and reconciliation across increasingly complex financial and operational processes. Meeting these expectations requires more than improving existing payments rails. It requires a new generation of instruments – stablecoins, tokenized deposits, and CBDCs – which we collectively define as accelerated intelligent money.

- New forms of intelligent money set to hit traditional bank B2B revenue streams (Finextra, 28 septembre) *Stablecoins, tokenized deposits, and CBDCs are projected to account for approximately four percent of global payments volume by 2030, diverting vast chunks of income from traditional bank revenue pools. This is the conclusion from Capgemini's annual World Banking Report, which forecasts that the rise of intelligent money movement will hit high-margin revenue streams for banks.*

Organisations interbancaires

EBA

- EBA_20260924_PR_DSWG_A-practical-guide-to-digital-money (communiqué Euro Banking Association du 24 septembre) *The EBA published a new insight note, "A practical guide to digital money", providing a concise, neutral, and fact-based overview of selected forms of digital money. The note compares their key characteristics, suitability for selected use cases, problems addressed, remaining limitations, and emerging challenges for financial institutions. It is designed as a fact pack supporting informed public and professional discussion on digital money.*
- EBA_DSWG_2026_Fact-Sheet_A-practical-guide-to-digital-money (résumé du guide en 2 pages) - NB : le guide lui-même est réservé aux membres de l'Euro Banking Association

EPC

- Call for Interest to Fraud Information Platforms to participate in EPC FRIDA scheme creation | European Payments Council (11 septembre)
- Public consultation on the FRIDA Scheme Rulebook | European Payments Council (11 septembre)
- EPC launches Instant Credit Transfer Scheme Selector tool | European Payments Council (11 septembre)
- EPC webinar OCT Inst in Action: expanding instant payments beyond SEPA | European Payments Council (16 septembre)

Swift

- Swift and Wells Fargo join Linux Foundation Decentralized Trust (Finextra, 25 septembre)
- Swift provides cross-border gateway to Bizum, PayID and Pix users (Finextra, 28 septembre) *Swift has launched an initiative to bring the pay-by-alias experience of domestic national payment systems, Bizum, PayID and Pix, to cross-border transactions, enabling consumers to send money internationally using a mobile number or email address, rather than account details.*

Cartes, monétique européenne et paiement mobile

- Les actions Visa et Mastercard reculent face à un rival britannique Par Investing.com (14 septembre) *Les actions Visa et Mastercard ont légèrement reculé, effaçant leurs gains antérieurs, après que Sky News a rapporté que les principales banques britanniques lancent une levée de fonds pour établir une nouvelle infrastructure de paiements nationale, susceptible de constituer une alternative aux deux géants des réseaux de cartes.*
- Matchpoint #48 Visa Acquirer Monitoring Program : L'étau se resserre autour des commerçants (15 septembre) *La réduction du seuil* Excessive *du ratio VAMP de 2,2 % à 1,5 % au 1er avril 2026 constitue un tournant majeur pour les commerçants opérant dans des secteurs à risque élevé. Pour ces acteurs, dont les taux de fraude et de litiges structurels sont déjà proches des plafonds réglementaires, cette réduction de 32 % du seuil toléré réduit fortement la marge d'erreur.*
- SoFi Bank goes live with stablecoin settlement across Mastercard network (Finextra, 23 septembre) *SoFi Bank has joined forces with Mastercard to migrate its full card programme to blockchain settlement using its own SoFiUSD stablecoin.*
- Trump pledges to slash 'out-of-control credit card swipe fees' at RNC midterm convention (New-York Post, 12 septembre)
- L'indéboulonnable hégémonie de Visa et Mastercard - L'Agefi (25 septembre) *Malgré l'essor des initiatives de paiement local et les pressions de Bruxelles, les géants américains engrangent des milliards de dollars en captant la majorité des flux européens. Dans cette course à la reconquête de souveraineté économique, l'Europe a fort à faire car Visa et Mastercard semblent toujours avoir un coup d'avance.*
- En France, le géant Alipay avance à tout petits pas - L'Agefi (25 septembre) *Le groupe chinois concentre sa stratégie sur l'accompagnement des touristes asiatiques, et le développement en France a connu des ratés en raison de la défaillance de la fintech Lyf.*

Cybersécurité

- Arnaque chez Revolut : des escrocs se sont fait passer pour une agence gouvernementale pour soutirer des données de clients - Capital.fr (13 septembre) *Des escrocs ont obtenu des données de clients de Revolut en se faisant passer pour une agence gouvernementale, depuis une adresse e-mail authentifiée. La néobanque, qui revendique 8 millions de clients en France, assure que les fonds ne sont pas affectés.*
- Revolut confirme avoir envoyé des données de passeport et de Bitcoin à une fausse adresse gouvernementale (Be.in crypto, 12 septembre)
- Revolut confirme avoir transmis passeports, selfies et historiques bitcoin de clients à des escrocs usurpant une agence gouvernementale — Frandroid (14 septembre)
- Russian fintech A7 exploited bank controls to funnel billions of dollars in sanctioned payments (Finextra, 22 septembre) *An FT investigation has uncoverd a massive money laundering scam conducted by Kremlin-controlled fintech A7 that tricked international banks into handling billions of dollars in sanction-busting payments to Russian state companies.*

Intelligence artificielle

- Pour Salesforce, les agents IA vont remplacer l'interface utilisateur des CRM (l'Usine Digitale, 16 septembre)

- Ant International launches financial AI stack (Finextra, 21 septembre) *China's Ant International has unveiled a full stack of AI-native products for payment, account, FX, treasury and growth operations for global businesses.*
- Deutsche Bank estimates 30% uplift in client onboarding by deploying KYC AI (Finextra, 23 septembre) *Deutsche Bank Private Bank has deployed an Agentic AI-enabled Source of Wealth solution across its Singapore and Hong Kong booking centres to streamline the KYC.*
- Global banks take on agentic commerce scam and fraud concerns (Finextra, 22 septembre) *A group of six global banks, including Bank of America and NatWest, has put together a set of principles designed to address concerns about scams, fraud and data privacy in agentic commerce.*
- BofA expands payments capabilities with new intelligence and real-time services (Finextra, 29 septembre) *At Sibos 2026, held in Miami, Bank of America announced numerous updates across its banking services that tap into the opportunities offered by advanced analytics, AI and real-time networks.*

Cryptopaiements, tokenisation

- Circle launches Arc mainnet (Finextra, 16 septembre) *Circle has launched its Arc Mainnet open Layer-1 blockchain network purpose-built for financial markets, real-time money movement and agentic economic activity.*
- ClearToken wins Bank of England approval to clear tokenised assets (Finextra, 22 septembre) *ClearToken, a London-based clearing house for global digital assets, has been approved by the Bank of England to operate a Digital Securities Depository in the Digital Securities Sandbox.*
- Binance Invests $100 Million in Circle, Expands and Renews USDC Partnership for Five Years | Binance Blog (22 septembre)
- Post LinkedIn de Charlaine Bouchard (22 septembre) « *La numérisation de la monnaie se prépare enfin au Canada, et la chaîne de blocs pourrait amener les banques à repenser en profondeur leurs systèmes de paiement. Le jeton stable (stablecoin) offre une solution plus moderne que les rails de paiement traditionnels des institutions financières*.»
- Canada | Les grandes banques étudient la possibilité des transferts de dépôts en jetons (La Presse, 22 septembre) *Les grandes banques canadiennes étudient la possibilité de développer des solutions monétaires numériques fondées sur le dollar canadien, en commençant par une initiative axée sur les dépôts en jetons.*
- Canadian banks join forces on tokenised deposits (Finextra, 23 septembre) *Canada's biggest banks have teamed up to explore a Canadian-dollar tokenised deposit system that could deliver faster, more efficient programmable payments.*
- The Clearing House taps Quant for tokenised deposit network (Finextra, 24 septembre) *The Clearing House has picked UK-based programmable money infrastructure provider Quant to power a new interoperable payments network that will enable US financial institutions of all sizes to clear and settle tokenised deposit transactions.*
- Absa Becomes First African Bank to Launch Digital Asset Custody Service | Blockstories (24 septembre) *As one of Africa's largest banks, Absa operates across ten African markets and serves over twelve million customers. Its new service runs on Ripple's custody technology and initially supports bitcoin, XRP, USDC and RLUSD.*
- Les stablecoins tentent de se faire une place dans le monde du paiement - L'Agefi (25 septembre) *Après une forte croissance entre 2022 et fin 2025, le marché des stablecoins stagne*

depuis octobre 2025 à 300 milliards de dollars. La majorité de ces jetons est utilisée pour le trading ou pour les transactions entre bots, plutôt que pour du paiement réel.

- US prosecutors seize Tether-linked payment firm's bank accounts - FT (Finextra, 25 septembre) *According to the Financial Times, US federal prosecutors have seized bank accounts belonging Capstone, a payments business working on behalf of stablecoin issuer Tether and its sister exchange Bitfinex.*
- Bitget hit by $387.5 million hack (Finextra, 25 septembre) *Bitget has halted customer withdrawals after hackers that the crypto exchange suspects are linked to North Korea stole more than $380 million.*

Sécurité et lutte contre la fraude

- « Il avait toutes mes informations bancaires » : comment un faux conseiller a vidé mes comptes en 1 h 30 - Les Echos (8 septembre) *Un étudiant a été victime d'une arnaque bancaire d'une rare sophistication. Un faux conseiller, disposant d'informations personnelles précises, l'a convaincu de transférer plus de 5.000 euros. L'affaire illustre l'ingéniosité croissante des fraudeurs et la nécessité de redoubler de vigilance face à ces pratiques.*
- Post LinkedIn d'Etienne Wery (9 septembre) « *Fraude bancaire : la Cour de cassation juge que la double authentification ne suffit pas à prouver le consentement de l'utilisateur. Les victimes ont enfin des raisons d'espérer(...)* ».
- Fraude bancaire : la double authentification ne suffit pas à prouver le consentement - Droit & Technologies (9 septembre) (article d'Etienne Wery évoqué dans son post LinkedIn ci-dessus)
- La fraude aux opérations de paiement et les banques | Cour de cassation (colloque organisé par la chambre commerciale de la Cour de cassation le 15 octobre)
- VoP, examen de passage technique et opérationnel réussi - Fintech (23 septembre) *Un an après sa mise en œuvre, la VoP fonctionne. Plus que les particuliers, les entreprises, du fait de leur sensibilité aux risques de fraude, doivent marcher main dans la main avec les banques et autres PSP.*

Facturation électronique

- Facturation électronique : banques et experts-comptables, alliés objectifs - Fintech (28 septembre) *Face à la consolidation rapide des acteurs tech de la finance et de la profession comptable, les banques organisent la contre-offensive. Pour renforcer leurs liens avec les TPE et les PME, des coalitions banques-experts comptables se mettent en place.*

Vie des membres



ACI

- Solaris goes live on ACI Worldwide platform for Sepa instant payments (Finextra, 24 septembre)

BNP Paribas

- BNP Paribas adopte Gemini Enterprise et les modèles Gemini de Google dans le cadre de sa stratégie « IA agentique » (L'Usine Digitale, 24 septembre)

  Google Cloud n'arrive pas chez BNP Paribas : il élargit une relation existante au cœur de la stratégie IA et agentique de la banque. Ensemble, ils s'attèlent à transformer les différentes activités et métiers du groupe français sur les cinq prochaines années.

- BNP Paribas forges agentic AI partnership with Google Cloud (Finextra, 25 septembre)

  BNP Paribas has inked a five-year to expand its access to Google Cloud's infrastructure and AI capabilities

BPCE

- Post LinkedIn de Richard Michaud (29 septembre) « *Il y a quelques mois, BPCE lançait son offre crypto dans 4 banques régionales. En août 2026, le test est devenu un véritable déploiement à l'échelle du Groupe. Via sa filiale **Hexarq**, les clients de 9 Banques Populaires, 15 Caisses d'Épargne et de Banque Palatine peuvent désormais acheter, vendre et conserver des cryptos directement depuis leur environnement bancaire habituel*».

Deloitte

- Post LinkedIn de Julien Maldonato (16 septembre) « *Livre blanc Deloitte-Docaposte « Le Pare-feu de Confiance ». Vérifier une identité à l'instant t reste indispensable, mais cela ne prouve pas un acte. L'IA générative permet aujourd'hui de fabriquer à faible coût un visage, une voix ou un justificatif crédibles, et la question que se posent les banques et les assureurs s'est déplacée en conséquence. Il leur faut pouvoir démontrer, parfois plusieurs années après, qui a accepté quoi, sur la base de quelles informations et avec quels pouvoirs.* » Livre blanc « **Le pare-feu de Confiance** » évoqué dans le post ci-dessus (document).

MoneyCore

- Post LinkedIn de Mohamed Moussous (24 septembre) « *Fier de signer cette tribune dans le numéro des 100 ans de la Revue Banque. L'IA ne transformera les paiements que si on la pense comme une infrastructure de confiance : spécialisée, encadrée, auditable, et capable de rendre la main à l'humain. Le défi maintenant : passer du PoC à la production. C'est là que MoneyCore fait la différence* ».

Sopra Steria

- Post LinkedIn de Sophia Briouel (25 septembre) « *Wero n'est plus un projet. C'est un réseau qui s'étend, pays après pays. Depuis le 1er septembre, le Luxembourg est officiellement raccordé, quatrième marché actif, après la France, l'Allemagne et la Belgique. Et via l'accord EuroPA signé en février avec Bizum, Bancomat, MB WAY et Vipps MobilePay, la cible passe à treize pays* ».

Laétitia Dorla d'EPI



Écrire **Les paiements, la face cachée du Business**, c'était avant tout l'envie, de partager notre passion et notre expérience des paiements. Un univers omniprésent dans notre quotidien, mais dont les mécanismes restent souvent invisibles. Nous avons voulu le raconter simplement, en donnant les clés pour en comprendre les acteurs, les enjeux et les transformations. Sans jargon inutile, avec l'ambition de rendre les paiements accessibles au plus grand nombre. Que vous soyez professionnel du secteur, commerçant ou simplement curieux, ce livre est une invitation à regarder autrement l'acte de payer. **Les paiements, la face cachée du Business est disponible en ligne sur Amazon.**

Nominations



Erick LACOURREGE quitte la Banque de France et va occuper les postes de Senior Advisor du Président de l'Abu Dhabi Investment Authority et Président de la Banque Centrale des UAE.

Il est remplacé comme Directeur général des moyens de paiement (DGMP) de la Banque de France par **Valérie FASQUELLE**, qui était Directrice générale du système d'information (DGSI). Nous souhaitons bonnes chances à Erick Lacourrege dans ses nouvelles responsabilités, et nous le remercions de son aide et de sa disponibilité pour FPF, mais aussi de son sens des réalités et de sa gentillesse, que nous n'oublierons pas.



Et nous souhaitons beaucoup de succès à Valérie Fasquelle que nous connaissons, dans ses nouvelles fonctions.

Et nous l'accueillerons dès qu'elle en manifestera le désir et la disponibilité.